**Le droit d’asile est un droit inaliénable garanti par la Convention de Genève faites-le savoir !**

La question de l’immigration est une thématique récurrente dans l’histoire de nos sociétés. L’histoire européenne est le fruit de nombreuses migrations et cette mobilité humaine est l’essence de notre prospérité actuelle. Elle est constitutive de nos cultures et de nos économies.

C’est pourquoi le groupe PS du parlement bruxellois, par la voix de sa députée **SIMONE SUSSKIND**, a déposé une proposition de résolution (co-signée par le cdh, défi et écolo). Il faut déconstruire les discours tronqués et truqués sur les migrants qui parlent d’invasion ou d’envahissement, attisent ainsi la haine, les peurs et le repli sur soi.

La question de l’immigration a pris une dimension nouvelle ces dernières années jusqu’à se muer en débat de société divisant tant les populations européennes que leurs responsables politiques. Cette situation fait place à **une crise politique**, à laquelle certains répondent par la solidarité, et d’autres par l’exclusion. Outre un refus de participer à l’effort collectif, plusieurs pays ont en effet mis en place un ensemble de mesures violant les droits fondamentaux des demandeurs d’asile, des réfugiés et des migrants.

*« Partout dans le monde et singulièrement en Europe, je suis frappée par le repli sur soi, la montée des populismes et des nationalismes,* commente Simone Susskind. Avec Véronique Jamoulle, co-signataire du texte, la députée bruxelloise souligne qu’*en Belgique, un mouvement inverse émane de la société civile qui se mobilise, avec le soutien de la Région, pour apporter des solutions aux nombreuses personnes migrantes sur notre territoire*. *Cet incroyable mouvement de solidarité ne peut cependant en aucun cas se substituer à l’État belge qui doit assumer ses responsabilités et ses obligations internationales en matière migratoire. »*

Pour le Groupe PS, il est plus que temps de **changer de paradigme et d’évoluer vers une gouvernance humaine et durable de la migration**. C’est le sens de la résolution votée lors de la séance plénière de ce 16 novembre, avec le soutien des groupes CDH, DEFI et ECOLO. Au niveau belge, ce choix implique de soutenir la solidarité et de faciliter la délivrance de visas humanitaires. Au niveau européen, la résolution rejette les accords passés qui diminuent l’effectivité du droit d’asile et font de la détention une solution aux flux migratoires. Et enfin, au niveau international, le texte demande au Gouvernement fédéral de soutenir le Pacte mondial des migrations qui reconnaît la migration comme facteur d’unité plutôt que de division.

***Les migrations font partie de l’histoire de l’humanité. Le Pacte Mondial est une avancée importante vers cette reconnaissance. On n’imagine pas que la Belgique rate cette opportunité, à l’échelon mondial, d’inverser la vision inhumaine et court-termiste de la migration*, conclut Simone Susskind.**